

Nous avons proposé des moyens de produire des recettes. Je puis affirmer au député que nous sommes tous d'accord pour dire que le déficit pose un problème. Comment allons-nous nous y attaquer? D'abord et avant tout, les députés du Nouveau Parti démocratique insistent pour qu'on prenne des mesures équitables pour tous. Or, à en juger par le bilan du gouvernement, tel n'a pas été le cas jusqu'ici. On s'y est attaqué aux dépens des gagne-petit et des contribuables à revenu moyen. Toutes les études sociales en témoignent. C'est un fait que le gouvernement ne peut certainement pas nier.

Si nous voulons aborder le problème du déficit, trouvons une solution équitable pour tous. En outre, demandons aux milieux industriels de même qu'à la population active, aux pêcheurs et aux agriculteurs d'assumer eux aussi le fardeau de la dette. Cela signifie également qu'ils doivent adopter un comportement témoignant d'un sens des responsabilités.

Nous avons parlé de la dette du gouvernement, mais nous devrions également parler de la dette des sociétés. A l'heure actuelle, les grandes sociétés, qui ont des tendances suicidaires, accumulent des dettes supplémentaires de 100 millions ou de un milliard de dollars afin d'éviter des prises de contrôle. D'autres grandes sociétés, madame la Présidente, empruntent des milliards de dollars pour acquérir des concurrents. Elles le font aux dépens du gouvernement parce que ces opérations sont déductibles d'impôt. Elles rendent les capitaux rares. Elles n'ajoutent rien à la production. Au contraire, elles diminuent la capacité et la force de nos sociétés.

• (1230)

Ce sont maintenant les financiers et non les ingénieurs qui dirigent nos sociétés parce que ces dernières ne s'intéressent plus à la production. Nous perdons la guerre économique avec les Japonais et les Européens. Nous perdons des emplois.

Les sociétés font preuve d'une incroyable irresponsabilité et pourtant elles demandent au gouvernement plus d'allègements fiscaux, plus d'incitations à l'investissement et des taux spéciaux. Comme le ministre des finances (M. Wilson) l'a dit à ses amis de sa circonscription, nous avons besoin de taux d'imposition plus faibles pour favoriser les investissements. Or, la plupart de ces investissements servent aux prises de contrôle qui ne font qu'appauvrir notre Trésor, affaiblir nos sociétés et faire disparaître emplois et richesses.

Pour répondre à mon collègue, si nous voulons mettre de l'ordre dans notre économie, nous avons besoin de l'entière coopération du secteur des affaires ainsi que des travailleurs, des agriculteurs, des pêcheurs et de tous les hommes et de toutes les femmes qui participent à des activités contribuant au fonctionnement de notre économie. Cette tâche doit être une responsabilité collective. Nous avons besoin d'un gouvernement qui ait le dynamisme nécessaire pour la réaliser. Ce n'est pas le cas du

gouvernement actuel. Il manque d'imagination, de prévoyance et de sens de l'initiative. C'est pourquoi, selon moi, le ministre des Finances devrait démissionner.

M. Pat Sobeski (Cambridge): Madame la Présidente, le projet de loi C-11, la Loi de 1989-1990 sur le pouvoir d'emprunt, permet au gouvernement d'emprunter 25,55 milliards de dollars. Elle lui permettra de satisfaire ses besoins financiers et d'effectuer des opérations de change.

Le déficit prévu est de 30,5 milliards pour l'année financière 1989-1990, comparativement à 38,3 milliards pour 1984-1985. Il n'équivaut pas aux besoins d'emprunt du gouvernement.

Les besoins financiers du gouvernement sont une mesure détaillée de ses demandes sur les marchés de crédit. Ces besoins ont chuté de 29,8 milliards en 1984-1985 aux 20,5 milliards prévus en 1989-1990. Par rapport à la taille de l'économie, ils sont tombés de 6,7 p. 100 du produit intérieur brut aux 3,2 p. 100 prévus pour cette année. En 1993-1994, ils seront descendus à 3 milliards de dollars, soit 0,3 p. 100 du produit intérieur brut.

Je suis nouveau à la Chambre. Hier, j'ai entendu des allusions à des propos de C. D. Howe. D'autres ministres des finances l'ont soutenu ici-même. Un d'eux a dit: «Nous avons l'intention de continuer à appliquer de sévères restrictions. Notre expérience de l'an passé et les perspectives pour l'an prochain nous forcent à admettre que le principal problème auquel le Canada doit faire face aujourd'hui est le contrôle des dépenses publiques.» Vous pensez peut-être qu'il s'agit du ministre des finances actuel. Erreur. C'était Edgar Benson, dans son discours du budget d'octobre 1968, il y a 20 ans. Il disait qu'il fallait serrer les cordons de la bourse parce que les dépenses avaient grimpé à 12,3 milliards.

Le budget de juin 1969 est celui de la dernière année financière pour laquelle Ottawa a affiché un surplus, qui s'élevait à environ 322 millions de dollars. Selon le ministre des finances de l'époque, une politique budgétaire et une politique monétaire restrictives devraient être une combinaison efficace pour vaincre des pressions inflationnistes persistentes. C'était en 1969. L'histoire se répète.

Le 12 mars 1970, lorsque les dépenses ont atteint 12 p. 100, le ministre des finances a déclaré à la Chambre: «Les députés sont au courant de nos efforts soutenus pour limiter la croissance des dépenses.» Dans le budget du 18 juin 1971 pour l'année financière 1971-1972, la hausse fut de 15 p. 100. Les transferts aux provinces augmentèrent de 40 p. 100 et les fonds fédéraux pour l'éducation grimperent de 41 p. 100.

Nous arrivons au budget du 8 mai 1972. C'était le premier budget de M. Turner aux Finances. Il était plein de cadeaux en prévision des élections prévues pour l'automne suivant. Il y avait l'indexation sur le taux d'inflation, qui devait fortement contribuer aux déficits subséquents. Le ministre de l'époque a dit alors: «La vérité